

L'ÉDITO

Jurek Kuczkiewicz

BREXIT : DÉSORMAIS, IL Y A EUX, ET NOUS

Theresa May a donc entamé la marche de son pays vers un nouvel « avenir radieux ». On n'ironise pas, ce sont ses termes. Le Brexit, ce « moment historique sans retour », offre « l'opportunité d'édifier une Grande-Bretagne plus forte et plus juste », et de « façonner un avenir plus radieux ». Comment la Première ministre pense « continuer à faire progresser et protéger nos valeurs euro-

péennes », tout en se réjouissant d'avoir libéré ses concitoyens de la charte européenne des droits fondamentaux et de la Cour européenne de Justice, vomies depuis des années par une majorité de l'establishment britannique ? Et plus simplement, comment le Royaume-Uni sera-t-il demain « plus fort » en étant plus seul à négocier avec les grands de ce monde ? « Plus juste » en abandonnant un corpus de droits et de valeurs qui les garantissait ?

On peut laisser aux Britanniques seuls le souci de ces interroga-

tions, que l'on pouvait partager avec eux tant qu'on était membres de la même famille.

Depuis ce mercredi 29 mars, les choses ont changé. Désormais, il y aura eux, et nous. C'est toute la différence entre une négociation d'association, où l'on part d'une position éloignée pour se rappro-

cher : même s'il y a des désaccords, parfois durs, la dynamique est celle du rapprochement. Dans ce cas-ci, où le Royaume-Uni a choisi de se retirer vers un énigmatique ailleurs, la dynamique est celle de l'éloignement. Nos amis britanniques, qui ont choisi de l'être un peu moins demain qu'aujourd'hui, accusent les Européens d'adopter une attitude punitive. Il n'en est rien. Tout simplement, les idéaux d'unité qui nous incitaient autrefois à la patience, à la tolérance et au compromis n'ont plus lieu d'être. La nouvelle négociation va renverser encore autre chose. Afin d'obtenir satisfaction, les dirigeants britanniques ont toujours exploité vis-à-vis de leurs partenaires européens, avec beaucoup de succès, l'argument suivant : « Nous ne pouvons décemment pas revenir vendre un si mauvais accord à nos électeurs. » Ce jeu sera désormais celui des négociateurs européens. Dans la négociation dont le résultat

devra être adopté par une majorité d'Etats membres, voire dans l'unanimité lorsqu'il s'agira du nouvel accord d'association, il y aura toujours plus de chances pour que l'accord en mécontente au moins un, plutôt qu'il ne satisfasse tout le monde. Traduction : la moindre concession aux Britanniques sera chaque fois très, mais alors là très dure à nous vendre.

Comment le Royaume-Uni sera-t-il demain « plus fort » en étant plus seul ?

Donald Tusk, le président du Conseil européen, a trouvé une raison paradoxale de se réjouir : « Le Brexit nous a rendus, la communauté des 27, plus déterminés et plus unis qu'auparavant. » Cela reste entièrement à prouver. Mais il est très probable que la dure négociation qui s'engage fortifie la solidarité de ceux qui restent face aux exigences de celui qui s'en va. L'Union européenne n'a d'autre intérêt que de chercher à « être plus forte », comme madame May souhaite que sa Grande-Bretagne le devienne de son côté. Ces objectifs seront parfois incompatibles, forcément. Vous voulez un avenir plus radieux sans nous ? Nous chercherons le nôtre. Sans vous, et parfois contre vous s'il le faut.